



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole au territoire émergent de Montpellier/Grabels - Convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier, la Ville de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisations de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (lois n° 2016-231 du 29 février 2016 et n° 2020-1577 du 14 décembre 2020) permet aux territoires de mettre en place un modèle économique innovant, visant à résorber le chômage de longue durée en créant des emplois utiles non concurrents de l'existant, financés en partie par un fonds d'expérimentation national créé par la loi.

Ce projet s'appuie sur le droit à l'expérimentation des collectivités et leurs groupements prévus par l'article 72 de la Constitution.

Le projet repose sur trois hypothèses :

- « Personne n'est inemployable » : tous les chômeurs de longue durée ont des compétences inutilisées qui peuvent être mobilisées ;
- La privation d'emploi coûte cher à la collectivité : les coûts des prestations liées à la privation d'emploi pourraient être utilisés pour créer des emplois ;
- De nombreux besoins sociaux, économiques et environnementaux sont peu ou pas couverts, car pas assez rentables pour le marché privé ou parce mal repérés à l'échelle de certains territoires.

Après une première expérimentation lancée sur 10 territoires par la loi du 29 février 2016, une nouvelle loi du 14 décembre 2020 étend l'expérimentation qui bénéficiera à 50 nouveaux territoires au moins. Le décret d'application n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 précise les modalités d'application de la loi, et le cahier des charges de l'appel à projet (arrêté du 7 juin 2021) permet aux projets émergents de candidater durant 3 ans en vue d'une labélisation en tant que territoire d'expérimentation.

Ce projet nécessite une forte adhésion et co-construction des acteurs du territoire réunis en « *Comité Local pour l'Emploi* » pour préciser le territoire d'expérimentation, identifier les activités utiles qui pourraient faire l'objet de créations d'emploi supplémentaires, les personnes durablement privées d'emploi, définir les objectifs de l'expérimentation et la suivre. Les activités et les emplois nouvellement créés (activités utiles) seront portés et organisés par une (ou des) « *Entreprise(s) à But d'Emploi* » (EBE), qui sont des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire.

Les communes de Montpellier et Grabels se sont engagées à mener une expérimentation TZCLD et proposent de mettre en place cette dernière sur un territoire à cheval entre les quartiers Hauts de Massane à Montpellier et La Valsière à Grabels.

Montpellier Méditerranée Métropole, qui dispose de la compétence « Politique de la Ville » d'une part et « Interventions Economiques » d'autre part s'implique dans ce projet en apportant son soutien en ingénierie aux communes de Grabels et Montpellier, en vue de la préparation d'une candidature à l'habilitation dans le cadre de la loi d'expérimentation sus-citée, au premier semestre 2024.

Une convention de partenariat est convenue entre les 3 parties pour définir les modalités de coopération dans le cadre de la prestation de service (articles L. 5111-1 et L. 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales) dont les principaux axes d'intervention seront les suivants :

- Organiser, co-animer et participer aux travaux du « Comité Local pour l'Emploi », instance de gouvernance et de suivi de l'expérimentation.
- Rechercher tous financements et partenariats utiles au projet.
- Rédiger, de manière collaborative la candidature du territoire émergent à l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de prestation de service entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Ville de Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196796-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de prestation TZCLD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.